

## FUIITE DES SUJETS DU BAC

## Quatre personnes de l'Onec arrêtées

**Quatre personnes travaillant à l'Office national des examens et concours (Onec) ont été arrêtées et présentées à la justice dans le cadre de la fuite des sujets du bac. C'est ce qu'a déclaré, jeudi, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed.**

**Salima Akkouché -** près le tribunal de Sidi M'hamed a déclaré que quatre mis en cause ont été arrêtés et présentés devant le tribunal qui a demandé l'ouverture d'une information judiciaire.

Ces personnes relevant du centre d'impression de l'Onec de Kouba seront poursuivies pour abus de fonction et violation de secret, a déclaré Khaled El-Bey. Ce dernier qui est revenu sur l'enquête judiciaire qui se poursuit, pour faire toute la lumière sur cette affaire», a précisé que les investigations qui ont eu lieu au centre d'impression de l'Onec situé à Kouba ont montré que «certains membres de la commission de lecture et de correction ont commis des infractions par rapport aux dispositions prévues pour sécuriser les sujets, dont l'interdiction d'avoir un appareil électronique durant leur présence dans le centre».

Les expertises techniques menées sur les équipements saisis comprenant un ordinateur portable, un appareil photo, deux disques durs externes dont un d'une capacité de 500 GO, dit-il, ont montré que les mis en cause ont enfreint le règlement interne qui interdit à



Les membres de la commission de lecture et de correction ont commis des infractions.

Photo : DR

ces membres d'être en possession de l'un de ces appareils. Il a ajouté que des séquences vidéo enregistrées par les caméras de surveillance à l'intérieur de l'atelier d'impression et à l'extérieur du centre ont montré des mouvements suspects.

Ceci a été confirmé par des témoins dans le cadre

des investigations et expertises.

Pour rappel, l'enquête sur la fuite des sujets du bac a été confiée à la section de recherches de la Gendarmerie nationale d'Alger en coordination avec le Centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité, les spé-

cialistes en cybercriminalité de la Gendarmerie nationale de Bir-Mourad-Raïs, et les experts de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui et de l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux TIC.

S. A.

ÉPREUVES PARTIELLES  
DU BACLes syndicats autonomes  
comme observateurs

Des délégués des syndicats autonomes du secteur de l'éducation seront désignés comme observateurs durant la deuxième session du baccalauréat dans les centres d'examen. Ces derniers seront à côté des observateurs déjà désignés par l'administration, pour faire des rapports sur le déroulement des épreuves. La décision a été prise mardi lors d'une réunion qui a regroupé les syndicats avec la ministre de l'Éducation.

S. A.

## -ORAN

## Colère et désespérance des parents d'élèves

**Les mots ont été durs, le ressentiment fort se lisant sur les visages de parents d'élèves candidats au bac 2016, et qui eux n'hésiteront pas à livrer leurs analyses.**

C'est lors d'une table ronde organisée, ce jeudi, par le bureau de la LADDH d'Oran, autour du scandale du baccalauréat 2016, que des témoignages ont été entendus et qui en disent long sur le vécu de milliers de familles algériennes : «Ceux qui ont organisé ces fuites de cette ampleur, est-ce qu'ils mesurent que c'est un crime contre toute la société qu'ils ont commis ?, ils ont brisé des milliers de jeunes et pourquoi ?», lâche un père de famille qui dira encore s'être trouvé impuissant devant la désespérance de son fils, et qui aujourd'hui est totalement démoralisé, démobilisé.

Une mère de famille, enseignante universitaire, de même dira «ma fille n'a pas regardé les sujets qui ont été diffusés sur les réseaux sociaux, mais d'autres élèves l'ont fait, au lieu de penser à réviser, elle n'a plus que ça en tête la fraude, l'injustice, ils ont tué toute morale toute éthique, comme des criminels», poursuivra cette dernière.

Lors de cette table ronde regroupant également des syndicalistes enseignants du secteur de l'éducation, des juristes universitaires et des militants des droits de l'Homme, les mots «crime et otage» sont

revenus très souvent dans la bouche des uns et des autres.

Ainsi, un autre intervenant, approuvé par les présents, livrera «sa lecture de ce scandale» apparemment partagé par beaucoup : «Nous avons atteint là le paroxysme de la lutte interne des clans dans le système, frapper le bac avec une telle ampleur est un crime

contre des milliers de jeunes Algériens, c'est l'ensemble de la société qui est prise en otage par la lutte des clans au pouvoir», dira ce dernier avec force.

D'autres feront une lecture plus large de cette situation, expliquant encore que cela intervient dans une succession de scandales énormes frappant notre pays.

Mais ce sont des enseignants du secondaire qui par

leur vécu et sentiment, apporteront une sorte d'estocade car pour eux, le pire est à craindre pour la cession qui se prépare : «De nombreux enseignants sont choqués et scandalisés par ce qui se passe, il ne faut pas croire que tous les enseignants sont des fraudeurs, des mauvais, et nous ne savons pas comment les choses vont se passer désormais, car cette fraude n'est pas banale c'est un coup volontaire porté au bac et

à la société. qu'ils attendent maintenant ? On ne sait rien».

D'ailleurs, beaucoup de ces enseignants ne croient pas à la version donnée comme quoi, la responsabilité revient à l'Onec dans la fuite orchestrée des sujets : «Il faut connaître comment cela fonctionne pour comprendre que ce sont des boucs émissaires», lâchera encore un enseignant de manière énigmatique.

Fayçal M.

## PROTECTION ET PROMOTION DE L'ENFANCE

## Un organe national installé ce jeudi

**L'Algérie vient de se doter de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance. L'instance est chargée de veiller à la protection et la promotion des droits de l'enfant en matière sociale et judiciaire.**

Une mission que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a qualifiée des «plus nobles». «Elle l'est d'autant que les nouvelles technologies de l'information et la fragilité de l'environnement dans un monde en perpétuel changement n'épargnent personne et encore moins les plus faibles et les enfants», a-t-il souligné ce jeudi, à Alger, lors de l'installation de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance, cité par l'APS.

Sellal a appelé par là même, les membres de l'Organe, à sa

tête M<sup>me</sup> Meriem Cherfi, nommée déléguée nationale par décret présidentiel, à «se consacrer pleinement, en relation avec les institutions concernées, à protéger les droits des enfants sans discrimination de sexe, de couleur, de langue, d'opinion et de handicap».

Pour une meilleure promotion des droits des enfants, le délégué national à la protection de l'enfance a justement pour mission principale de promouvoir les droits de cette couche vulnérable de la société comme le stipule la loi n°15-12 du 15

juillet 2015 relative à la protection de l'enfant.

Son poste l'autorise à effectuer des visites aux services chargés de la protection de l'enfance et à émettre toute proposition susceptible d'améliorer leur fonctionnement ou leur organisation.

Selon la même loi, le délégué national est saisi, par tout enfant, son représentant légal ou toute personne physique ou morale, des dénonciations relatives aux atteintes aux droits de l'enfant.

Des dénonciations qu'il est tenu de transmettre au service du milieu ouvert compétent pour enquête et prise de mesures adéquates conformé-

ment aux modalités prévues par la présente loi. Quant aux dénonciations qui revêtissent une qualification pénale, il doit les faire parvenir au ministre de la Justice pour la mise en mouvement de l'action publique, le cas échéant.

Le délégué national contribue et prend part à l'élaboration des rapports relatifs aux droits de l'enfant que l'Etat présente aux institutions internationales et régionales spécialisées. Annuellement, il doit établir un rapport sur la situation des droits de l'enfant et l'état d'exécution de la convention sur les droits de l'enfant, qu'il soumet au Président de la République.

R. N.